

Projets de régionalisation de stations d'épuration (STEP)

Coordination des procédures (LATC, OEIE, LPEP)

L'épuration vaudoise se caractérise par une forte décentralisation : le parc des STEP est le plus dense de Suisse avec 157 installations, dont les deux tiers d'une capacité inférieure à 2'000 équivalents habitants. Avec près de 800'000 habitants, la contribution du canton de Vaud à la charge de micropolluants dans les cours d'eau et les lacs est élevée. Cette situation offre une opportunité de rationaliser l'épuration cantonale, en opérant des regroupements régionaux permettant d'améliorer significativement la qualité globale du traitement des eaux. Avec un dispositif optimal de 16 STEP régionales présentant un niveau de traitement élevé, 90 % de la population vaudoise pourra ainsi bénéficier d'une épuration remise à neuf et à l'état de la technique avec un rapport coûts-efficacité optimal.

La mise en place des STEP régionales est guidée par diverses procédures liées à des bases légales concernant notamment l'aménagement du territoire, les études d'impact et la protection des eaux. Ce document a pour objectif de préciser quelles procédures sont obligatoires pour des projets de construction de STEP régionales, selon si une affectation est nécessaire ou non. Les tableaux ci-après précisent également la chronologie des procédures et les services responsables.

1. Affectation nécessaire – parcelle(s) de la STEP

Le tableau ci-dessous décrit la chronologie des étapes nécessaires :

Etape	Sous-étape	Procédure affectation (SDT)	Procédure EIE	Procédure permis de construire (DGE-DIREV)	Service responsable	Durée	Recours possible
		Selon Art. 15 LAT	Selon OEIE	Selon Art. 25/35 LPEP			
1	-	Examen préliminaire (questionnaire)			SDT	3 mois	
2	-	Séances de coordination			SDT + services concernés	3 mois	
			Séance CIPE : REP + cdc RIE		DGE-SUP	2 mois	
3	3.1	Examen préalable	RIE 1ère étape (avec cdc SER)		SDT + consultation services	3 mois	
	3.2	Demande d’empiètement sur les surfaces SDA au CE dès que le projet est abouti			SDT DGE annonce les besoins 2x/an	1-6 mois	
	3.3	Approbation du plan d'affectation			CDTE	-	
	3.4	Notification aux opposants & droit de recours + publication Décision finale EIE (art.20 OEIE)			CDTE	-	30 jours
4	4.1			PGEE intercommunal	DGE-PRE / CDTE	4 mois	
			RIE 2ème étape (complet)	Consultation projet STEP	DGE-PRE		
				Enquête publique	Communes		
	4.2			Si oppositions : pesée des intérêts. Si intérêt prépondérant : levée des oppositions	DGE-PRE / CDTE	2 mois	30 jours
				Notification aux opposants & droit de recours + publication Décision finale EIE	CDTE		
	4.3			Approbation du projet	DGE-DIREV	-	

Ce chapitre concerne aussi les changements d'affectation nécessaires au sens de l'Art. 15 LAT.

2. Pas d'affectation nécessaire

Si la STEP est déjà en zone à bâtir (15 LAT), il n'y a en principe pas besoin de procédure d'affectation. Il faut toutefois veiller à ce que le règlement communal permette la (re)construction d'une STEP sur la/les parcelles en question, avec l'affectation en vigueur. Si ce n'est pas le cas, une nouvelle affectation doit être demandée (point 1).

Le tableau ci-dessous décrit la chronologie des étapes nécessaires :

Etape	Sous-étape	Procédure EIE	Procédure permis de construire (DGE-DIREV)	Service responsable	Durée	Recours possible
		<i>Selon OEIE</i>	<i>Selon Art. 25/35 LPEP</i>			
1		Séance CIPE : REP + cdc RIE et SER		DGE-SUP	2 mois	
2	2.1		PGEE intercommunal	DGE-PRE / CDTE	4 mois	
		RIE (complet)	Consultation projet STEP	DGE-PRE		
			Enquête publique	Communes		
	2.2		Si oppositions : pesée des intérêts. Si intérêt prépondérant : levée des oppositions	DGE-PRE / CDTE	2 mois	
			Notification aux opposants & droit de recours + publication DF EIE	CDTE		30 jours
	2.3		Approbation du projet	DGE-DIREV	-	

3. Précision sur les étapes et procédures

Examen préliminaire : Il précise l'intention du projet et permet d'identifier les thématiques plus complexes qu'il faudra encore développer avant l'examen préalable.

Documents à fournir : questionnaire SDT, plans, rapport d'enquête préliminaire (REP) avec le cahier des charges du rapport d'impact sur l'environnement (cdc RIE) et celui du suivi environnemental de réalisation (SER). Ou simplement projet d'intention.

Coordination : Le SDT propose, avant de lancer l'examen préalable, une ou plusieurs séances de coordination avec les services concernées par les thématiques complexes. Le porteur de projet doit préparer la/les séances, envoyer les documents avant les séances. Ceci permet d'assurer que l'ensemble des thématiques du projet passeront l'examen préalable auprès des services. Le délai de 3 mois dépend du retour de la commune quant aux documents qu'elle doit transmettre au SDT avant les séances de coordination. Par ailleurs, il est possible que le projet soumis à examen préliminaire ait déjà traité des problématiques importantes lors de la CIPE (déroulée avant l'EPL) et qu'une séance de coordination ne soit pas nécessaire car le projet semble complet.

Examen préalable : Le SDT fait circuler le dossier auprès des services. La décision d'approbation du plan d'affectation par la CDTE ouvre les voies de recours. Le rapport d'impact sur l'environnement n'est pas obligé de contenir l'analyse de la gestion du chantier (RIE 1^{ère} étape).

Documents : Rapport 47OAT, RIE 1^{ère} étape, plans, règlement.

CIPE (Commission interdépartementale pour la protection de l'environnement) : La CIPE est une commission interdépartementale ayant pour but d'aider les porteurs de projets à assurer la conformité environnementale de leurs projets. En d'autres mots, la CIPE :

- Supervise les travaux préparatoires des études d'impact sur l'environnement (EIE).
- Coordonne les intervenants chargés de se prononcer sur les installations soumises à EIE

Documents nécessaires : REP (rapport d'enquête préliminaire) + cahier des charges du rapport d'impact sur l'environnement (RIE) et cahier des charges du suivi environnemental de réalisation (SER). La CIPE pourrait également avoir lieu avant les séances de coordination ou même avant l'examen préalable (circulation CAMAC).

Etude d'impact sur l'environnement (EIE) : L'objectif est de documenter les impacts du projet avec information au public. Pour les STEP, le seuil est de 20'000 EH pour devoir soumettre une EIE. En cas de modification d'installations existantes (agrandissement de la STEP), une EIE est demandée en cas de transformations ou (d'agrandissement) importantes de l'installation, ou en cas de changement notable de son mode d'exploitation. Au vu de ce qui précède, les STEP régionales sont soumises à EIE.

Document : RIE

Dès qu'une installation est soumise à l'OEIE (planification ou/et Permis de construire), car elle atteint un seuil prévu par l'OEIE, une coordination est automatiquement mise en place par la CIPE. Pour ce faire, une bonne coordination avec l'autorité compétente (SDT ou DGE-PRE) est nécessaire. La séance CIPE peut remplacer d'autres séances de coordination. Elle implique l'engagement d'un mandataire environnement qui a pour mission de répondre à la législation environnementale.

Procédure 25/35 LPEP : Cette procédure vaut permis de construire. Elle intervient lorsque l'affectation et la question des SDA sont validées. Le rapport d'impact sur l'environnement doit être complet (y.c. analyse de la gestion du chantier – RIE 2^{ème} étape). Le PGEE intercommunal doit être produit et validé par la CDTE avant la délivrance de l'autorisation.

Documents : Rapport présentant l'ensemble du projet (STEP et réseaux) et le projet STEP en particulier, RIE 2^{ème} étape, plans, etc. (+ PGEEi).

Enquête publique : Cette procédure permet aux éventuels opposants de faire opposition contre le projet. La commune territoriale est responsable de la procédure. Elle peut également se faire en parallèle de la procédure 25/35 LPEP.